



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Bayonne-Pau

MARCHE DE SERVICES N°2025-904

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

Objet du marché à procédure adaptée :

Recherche d'un prestataire pour des actions de formation autour de la thématique de la prévention du risque routier et de l'écoconduite à dispenser auprès des collaborateurs des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de Pau et Bayonne amenés à utiliser un véhicule de façon régulière pour l'exercice de leur activité professionnelle.

Dénomination de l'organisme contractant

Caisse Primaire d'Assurance Maladie
26 bis avenue des Lilas
64000 PAU

Lieux d'exécution :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie
68, Allées Marines
64100 BAYONNE

Caisse Primaire d'Assurance Maladie
26 bis avenue des Lilas
64000 PAU

Date et heure limites de réception des offres : 12 janvier 2026, 9 Heures

Table des matières

Table des matières	2
ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE	3
ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 4 – NATURE DU MARCHE.....	4
4.1-Mode de passation :	4
4.2-Forme de l'accord cadre :	4
4.3-Conditions d'émission des bons de commande :	4
4.4- Allotissement :	5
4.5-Variantes.....	5
4.6-Modalités de paiement.....	5
4.7-Délai de validité des offres.....	5
ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
6.1 Les pièces particulières	6
6.2 Les pièces générales	6
ARTICLE 7 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 8 – SERVICES SUPPLEMENTAIRES.....	6
ARTICLE 9 – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 10 – CONDUITE DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES PARTIES	7
Article 11.1 – Obligations du titulaire	7
Article 11.2 – Obligations du pouvoir adjudicateur	8
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ	8
ARTICLE 13 - UTILISATION DES RESULTATS.....	11
ARTICLE 14 – OPERATIONS DE VERIFICATION	10
ARTICLE 15 – PRIX	11
Article 15.1 – Forme du prix.....	11
Article 15.2 – Contenu du prix.....	11
Article 15.3 Variation du prix.....	11
15.4 Conditions d'émission des bons de commande.....	12
ARTICLE 16 – LES LIVRABLES REQUIS	12
ARTICLE 17 – PENALITES.....	12
ARTICLE 18 – RÉILIATION.....	13
ARTICLE 19 – MODALITÉS DE PAIEMENT	13
ARTICLE 20 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	14
20.1 Retenue de garantie.....	14
20.2 Avance forfaitaire	14
ARTICLE 21 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 22 – VOIES DE RECOURS	14
ARTICLE 23 –DEROGATIONS AU CCAG PI.....	15

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'une part :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Pau représentée par Madame Véronique TOULOUSE, et désignée dans le présent CCAP par l'expression « le pouvoir adjudicateur »

D'autre part :

Le titulaire du marché qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur et désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

ARTICLE 2 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

La Directrice Comptable et Financière de la CPAM de PAU est Catherine MARGNES.

ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ

Les CPAM de Pau et de Bayonne, pour répondre à un besoin commun, ont formé un groupement de commandes, en date du 13/11/2025 avec pour coordonnateur, la CPAM de Pau.

Le présent marché est composé d'un lot unique divisé en deux modules :

- **Module A : une journée de formation alliant théorie et pratique (7 heures)**
Matin : module théorique (3h30) en présentiel dans les locaux de la CPAM de Pau ou de la CPAM de Bayonne en fonction de l'organisme d'appartenance des participants
Après-midi : Module pratique sur route ou piste, sur le secteur de Bayonne ou de Pau, en fonction du lieu de la formation théorique (3h30)
- **Module B : une demi-journée de formation 100% théorique (3h30) en présentiel ou distanciel ou e Learning.**

La passation et le suivi administratif du marché seront assurés par le coordonnateur du groupement de commande.

Chaque organisme exécutera pour son propre compte le marché avec le ou les prestataires retenus, contrôlera les prestations et recevra individuellement les facturations correspondant à sa part du marché.

Code CPV : 80511000-9, service de formation du personnel

ARTICLE 4 – NATURE DU MARCHÉ

4.1-Mode de passation :

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique.

Pour ce qui concerne la procédure, il est passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-2 du code de la commande publique (services sociaux et autres services spécifiques).

4.2-Forme de l'accord cadre :

Le présent accord-cadre est passé en application des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique, et plus particulièrement conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique. En effet, le total de bons de commandes émis pendant la durée du présent accord-cadre ne dépassera pas le seuil de la procédure formalisée soit 750 000 €HT.

Le montant estimé du marché s'élève à 160 000 euros HT.

C'est un accord-cadre mono-attributaire.

4.3-Conditions d'émission des bons de commande :

Chaque Caisse exécutera pour son propre compte le marché avec le prestataire retenu, contrôlera les prestations et recevra individuellement les facturations correspondant à sa part du marché.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur de chaque caisse.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de réalisation de la prestation (date de début et de fin) ;
- le lieu de réalisation de la prestation ;
- le montant du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande seront transmis au titulaire par mail avec accusé de réception.

La date de réception par le prestataire est la date de notification du bon de commande.

Les bons de commande pourront être notifiés jusqu'à la fin de la période de validité du marché.

A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l'exécution de ceux-ci sera poursuivie jusqu'à leur terme.

4.4- Allotissement :

Le présent marché est composé d'un lot unique divisé en deux modules.

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas allouer un marché lorsque l'allotissement risque de rendre l'exécution techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse.

Dans le cadre du présent marché, le contenu des prestations attendues (module théorique d'une demi-journée et module complet d'une journée incluant théorie et pratique) est indissociable.

L'allotissement entraînerait une **complexité quant à la mise en œuvre des modules et** générerait également un **surcoût**.

Pour ces raisons, le marché est non alloué, conformément aux dispositions légales précitées.

4.5-Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.6-Modalités de paiement

Modalités de paiement : paiement à 30 jours à réception de la facture par virement.

4.7-Délai de validité des offres

Le pouvoir adjudicateur impose un délai de validité des offres fixé à 160 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ

La durée d'exécution de l'accord cadre est de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il sera tacitement reconductible **trois fois** (la durée d'une reconduction sera de 12 mois), sauf décision contraire notifiée au titulaire au plus tard trois mois avant l'échéance de l'année en cours.

Les modules seront déployés auprès du personnel des CPAM de Pau et Bayonne à compter du mois d'avril 2026.

Cette date est prévisionnelle et il est donc possible qu'elle soit modifiée. Toutefois, les candidats devront formuler leurs offres en respectant la périodicité annoncée ci-dessus.

ARTICLE 6 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI 2021, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante.

6.1 Les pièces particulières

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement complété, daté, signé ;
- Les cahiers des charges paraphés ;
- La proposition technique comprenant :
 - Le contenu du programme de formation et déroulé pédagogique par module de formation en tenant compte des objectifs, de la durée et du public mentionné dans le cahier des charges
 - Cv des différents intervenants.

6.2 Les pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles du 30 mars 2021 ;

Les dispositions légales et réglementaires du code de la commande publique ;

L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement des marchés des organismes de Sécurité Sociale.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du présent marché.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 7 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les attentes sont décrites au CCTP.

ARTICLE 8 – SERVICES SUPPLEMENTAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché de services supplémentaires dans les conditions de l'article L2194-1-2°.

Conformément à l'article R2194-2, le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les services existants achetés dans le cadre du marché initial.

ARTICLE 9 – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les salariés devront être reçus, dans le cadre des actions de formation théorique, au sein des sièges des CPAM, à Bayonne et Pau.

La pratique sur route ou sur piste devra être réalisée dans un rayon de 50 kms autour de Bayonne et Pau dans le souci d'un moindre impact environnemental.

Le respect de ces lieux d'exécution représente une exigence minimale.

ARTICLE 10 – CONDUITE DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de collaborateurs expérimentés. Il a ainsi la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin. Les noms, qualités, CV des personnes affectées figurent dans la proposition acceptée par la CPAM de Pau. Le titulaire désigne au sein de cette équipe un collaborateur permanent ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. **Nous requérons une constance de ce correspondant et souhaitons éviter les changements de référent en cours de projet.**

Toutefois, en cas de départ d'un membre de l'équipe, le titulaire doit en aviser immédiatement la Personne Responsable du Marché, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Toute modification de l'organisation du personnel affecté à la réalisation des prestations doit faire l'objet d'un accord du pouvoir adjudicateur.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer par lettre recommandée et accusé réception le nom et les titres à la personne responsable du marché.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la CPAM de Pau ne le récusé pas dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la réception de la communication.

Si la CPAM de Pau récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 10 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la Personne Responsable du Marché.

En conséquence, toute modification apportée à la structure des équipes tant sur le nombre ou les noms des participants que sur leur degré de participation au marché doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur de la CPAM de Pau.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Article 11.1 – Obligations du titulaire

Les prestations se déroulent conformément aux cahiers des charges et aux documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés.

Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Article 11.2 – Obligations du pouvoir adjudicateur

L'adjoint à la DRH des CPAM de Bayonne et Pau sera l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Tout changement d'interlocuteur sera signalé au titulaire.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

• Conformité informatique et libertés et protection des données personnelles

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

• Responsabilité des Parties

L'exécution du marché pourrait placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis des organismes

Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ». Le sous-traitant est autorisé à traiter les seules données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre des actions qui lui ont été confiées par l'organisme.

Chacune des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

• Engagement de chacune des Parties :

Ainsi, le Titulaire s'engage à :

- ✓ Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes
- ✓ Ne traiter les informations que conformément aux instructions des organismes, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si la CPAM de Pau l'y a préalablement autorisé) ;
- ✓ Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;

- ✓ Apporter de l'aide à l'organisme, en fonction de la nature du traitement, pour qu'il s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc....) ;
- ✓ Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'organisme ;
- ✓ Mettre à disposition de l'organisme toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- ✓ Informer au plus tard dans les 48 heures l'organisme de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ✓ Notifier à l'organisme, toute violation de données traitées pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'il puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD) ;
- ✓ Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'organisme (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que l'organisme lui aurait confiées, et sous réserve qu'il l'ait préalablement et formellement autorisé, l'organisme rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

L'organisme s'engage à :

- ✓ Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au Titulaire
- ✓ Informer le Titulaire de toute information pouvant impacter sa mission
- ✓ Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à l'organisme et notamment celles relatives :

- ✓ au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CPAM de Pau (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- ✓ aux règles relatives à la confidentialité ;
- ✓ aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de l'organisme, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

ARTICLE 13 – UTILISATION DES RESULTATS

C'est l'article 35 du CCAG- PI qui s'applique.

ARTICLE 14 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens du marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou rejet.

Si le pouvoir adjudicateur du marché ne notifie pas sa décision dans le délai précité, les prestations sont considérées comme reçues avec effet à compter de l'expiration du délai. Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la réception au titulaire.

Ajournement :

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Conformément à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, cette décision invitera le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans un délai de 15 jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

ARTICLE 15 – PRIX

Pour les besoins occasionnels de formation n'étant pas décrits au CCTP mais se rattachant au périmètre de prestations définies dans le lot correspondant, le titulaire établira un devis qui sera réputé accepté lorsqu'il aura fait l'objet d'une commande.

De plus, **la CPAM de Pau se réserve la possibilité de recourir à un tiers, hors accord-cadre**, dans la limite de **8%** du montant total du marché dans les cas suivants :

- Si le prestataire n'est pas en mesure de réaliser une prestation prévue au marché ;
- Si les prestations prévues au marché s'avèrent inadaptées à un besoin survenu en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Article 15.1 – Forme du prix

C'est un tarif journalier (7h) et à la demi-journée (3h30) qui sera proposé par le prestataire.

Article 15.2 – Contenu du prix

Le prix est réputé comprendre toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire, les frais d'envoi et de livraison des livrables attendus ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et néanmoins liés à l'exécution des prestations.

Article 15.3 Variation du prix

Les prix fixés sur le bordereau des prix sont fermes pendant la première année du marché. Il fera l'objet d'une révision de prix à la date anniversaire du marché.

Le prix est réputé établi aux conditions économiques correspondant au mois d'établissement de l'offre. Ce mois est appelé zéro (Mo).

Le prix forfaitaire est révisé par l'application de la formule suivante :

$$P(n) = P_o (I_n/I_o)$$

Dans laquelle :

P (n) = prix révisé ;

Po = prix d'origine ;

In = indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises - CPF 70.2 Services de conseil en gestion – dernier indice connu lors du mois précédant celui de la date anniversaire du marché.

Io = indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises - CPF 70.2 Services de conseil en gestion – dernier indice connu lors du mois précédant celui de la date limite de remise des offres.

La demande de révision est adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur au plus tard un mois avant la date anniversaire de la reconduction. A défaut, les prix ne pourront être révisés avant la date anniversaire suivante.

15.4 Conditions d'émission des bons de commande

Les prestations du marché sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande liste les prestations commandées et en détermine la quantité.

Les bons de commande ne pourront intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Ne seront réglées que les heures de formation réellement déployées.

ARTICLE 16 – LES LIVRABLES REQUIS

Les supports de formation devront être transmis à l'adjoint à la DRH des CPAM de Pau et de Bayonne dans un délai de 5 jours ouvrés au terme de chaque session.

ARTICLE 17 – PENALITES

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 14 du CCAG-PI.

Lorsque les prestations déterminées par le présent CCAP ne sont pas respectées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités définies ci-après.

Les pénalités sont appliquées de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans notification préalable au titulaire. Elles s'imputent directement sur le montant ht de la facture correspondant à la prestation.

Lorsque les délais contractuels (calendrier d'exécution des prestations fixé par le prestataire et validé par le pouvoir adjudicateur, délai de livraison des livrables) sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times 5 \% \times R$$

P = montant de la pénalité ;

V = coût forfaitaire journalier ;

R = Nombre de jours de retard.

De plus, en cas d'absence de l'intervenant à la date de la formation ou d'annulation par le titulaire d'une session de formation moins de huit jours calendaires avant la date fixée, une pénalité d'un montant égal à 50% du coût HT total de la session de formation considérée sera appliquée sur le coût de la formation de remplacement.

En cas de retard de l'intervenant d'une durée supérieure ou égale à une heure à la date de formation, une pénalité d'un montant égal à 15 % du coût HT de la prestation journalière considérée sera appliquée sur le coût de la formation.

En cas de changement d'intervenant non signalé moins de deux jours ouvrés avant la date fixée pour la formation, une pénalité d'un montant égal à 5 % du coût HT total de la session de formation considérée sera appliquée sur le coût de la formation.

En cas de non-respect de toute autre obligation découlant du présent marché, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros par infraction sera appliquée.

ARTICLE 18 – RÉSILIATION

Par dérogation au chapitre 7 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les trois mois qui suivent le début de son exécution (à compter de la date de la première session de formation) si les prestations délivrées par le prestataire ne répondent pas aux prérequis du cahier des charges techniques.

Cette décision de résiliation sera motivée, et notifiée au titulaire 5 jours calendaires avant l'arrivée au terme de ce délai de trois mois.

Au-delà de ces trois mois, la résiliation du marché intervient dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-PI.

La résiliation pour faute intervient dans les cas mentionnés à l'article 39 du CCAG-PI.

Cette résiliation peut notamment intervenir dans les cas suivants :

- en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de l'un de ses engagements ;
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.

ARTICLE 19 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement se fera, par virement bancaire, à réception de la facture adressée à :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie
A l'attention de Madame La Directrice
26 bis avenue des Lilas
64022 PAU CEDEX 09

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie
A l'attention de Madame La Directrice
68-72 Allée Marines
64111 BAYONNE CEDEX

Les pièces afférentes au paiement sont établies en un original et 1 copie, portant les indications suivantes :

- la monnaie de référence ;
- la date de la facture ;
- le nom et l'adresse du titulaire ou de l'établissement ;
- la forme juridique du titulaire ;
- le numéro d'immatriculation au registre du commerce ;
- le numéro d'identification à la TVA ;
- le nom de l'organisme ;
- le numéro de facturation ;
- le libellé de la facture ;
- le numéro d'enregistrement du marché.

Toutefois, le titulaire du marché est invité, si possible, à privilégier la transmission électronique de sa facture via chorus.

Le règlement des prestations se fera au plus tard 30 jours après réception de la facture.

ARTICLE 20 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

20.1 *Retenue de garantie*

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

20.2 *Avance forfaitaire*

En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance peut être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et lorsque le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois.

ARTICLE 21 – ASSURANCES

Le titulaire déclare qu'il est régulièrement assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, pour la réparation des dommages dont il est directement ou indirectement responsable, du fait de son intervention, de celle de son personnel ou de celle de personnes mandatées agissant pour son compte.

ARTICLE 22 – VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux – 30 rue des frères Bonie CS 11403 33077 Bordeaux
Téléphone : 05 47 33 90 00

Les candidats disposent de la possibilité d'introduire un référé pré-contractuel et un référé contractuel à l'encontre de la présente consultation dans les conditions prévues à l'article 1441-1 et suivants du Code de procédure civile.

ARTICLE 23 –DEROGATIONS AU CCAG PI

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI

L'article 17 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG PI.

L'article 18 du présent CCAP déroge au chapitre 7 du CCAG PI.